



PREFECTURE DE POLICE

SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION
SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX
Bureau du Contentieux de la Responsabilité

DEMANDE D'INDEMNISATION AU TITRE DU REFUS DE CONCOURS DE LA FORCE PUBLIQUE

Partie réservée à l'administration

Réf : SAJC EXP

Avez-vous déjà présenté une demande d'indemnisation dans cette affaire ?

Oui Si oui, quel est votre numéro de dossier ?

Si oui, vous n'avez pas à remplir les rubriques 5, 6, 7, 9 et 10 ni à fournir les pièces n°1 à 10 (sauf si une modification concernant l'une de ces rubriques ou pièces est intervenue depuis votre dernière demande)

Non

① Bénéficiaire (s) du jugement d'expulsion (en général : propriétaire, bailleur)

M. Mme SCI Société HLM Autres

Nom.....

Prénom.....

(éventuellement nom de la personne à contacter

Adresse.....

Code Postal..... Ville.....

Tél (1).....

Adresse mail (1).....

Nom (2)

Nom d'épouse.....

Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Ville.....

Tél (1).....

Adresse mail (1).....

② Demandeur de l'indemnisation (le contact de l'Administration dans le cadre de la demande d'indemnisation)

Propriétaire(s) Mandataire ou cabinet de gestion  Huissier Avocat

Si le demandeur n'est pas le bénéficiaire du jugement d'expulsion :

Nom.....

Nom d'épouse.....

Prénom.....

(éventuellement nom de la personne à contacter





Adresse.....

Code Postal..... Ville.....

Tél (1).....

Adresse mail (1).....

③ Occupant (s) visé (s) par le jugement d'expulsion

M. (3)  Mme (3)  Société (3)  Autres (3)  Squatter (s)



Nom.....
Prénom.....
Nom (2).....
Nom d'épouse.....
Prénom.....

④ Lieu de l'expulsion

n°..... voie.....
bâtiment..... escalier n° d'étage..... n° de logement.....
Code Postal 75..... PARIS




⑤ Contrat de location

Aviez-vous établi un contrat de location avec l'occupant ? (ou l'ancien locataire s'il s'agit d'un squatt)








Oui  Si oui, de quel type de contrat s'agit-il ?
 bail d'habitation bail commercial bail mixte
 convention d'occupation contrat de résidence
Quel est le montant du loyer ou de la redevance ? mensuel trimestriel
Pour les redevances uniquement, les charges sont-elles comprises ? Oui Non Pour
les loyers uniquement, quel est le montant de l'indice de révision ?
A quels trimestre et année correspond cet indice ?..... Trimestre 20.....
Dans tous les cas, quelle est la date de signature du contrat ?
 Non, si non, quelle est la superficie du logement ? 
Quel est le numéro du lot de copropriété concerné ?.....
S'agit-il d'un logement de fonction ? oui non

⑥ Charges

Les charges locatives font-elles l'objet d'une provision mensuelle ? (qui sera régularisée en fin d'exercice budgétaire annuel avec les charges locatives réelles récupérables sur le locataire)

Oui, Quel est le montant mensuel de la provision demandée ? 
Quel est le montant du relevé annuel de charges locatives récupérables ? 
Quel est le montant de la Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères ? 
 Non, si non, les charges locatives sont-elles évaluées forfaitairement ?
 oui, quel est le montant du forfait mensuel prévu au contrat de location ?.....
 non


⑦ Actes de procédure

Décision judiciaire ayant prononcé l'expulsion ou jugement d'adjudication /...../ 20...
Procès verbal de la signification au(x) locataire(s) /...../ 20...
Commandement de quitter les lieux /...../ 20...
Notification au Préfet de Paris de la copie du commandement de quitter les lieux /...../ 20...
avec la copie de son accusé de réception /...../ 20...
Tentative d'expulsion /...../ 20... Réquisition de la force publique /...../ 20.....

A-t-il été interjeté appel de la décision judiciaire d'expulsion ? (ou a-t-il été introduit un pourvoi dans le cadre d'un jugement d'adjudication ?)


Oui, si oui, la Cour d'Appel de Paris (ou la Cour de Cassation) a-t-elle rendu sa décision ?

Oui, si oui joindre l'arrêt rendu par la Cour d'Appel de Paris (ou par la Cour de Cassation) 

Non, si non joindre le dernier document reçu de la Cour d'Appel de Paris (ou de la Cour de Cassation) 

Non, si non joindre un certificat de non-appel (ou de non pourvoi) 

L'expulsé a-t-il sollicité auprès du Juge de l'Exécution un délai de grâce pour quitter les lieux ?


Oui, si oui joindre la décision 

Non

L'expulsé a-t-il saisi la commission de surendettement ?

Oui, si oui, le juge de l'exécution a-t-il rendu une décision ?

Oui, si oui joindre le jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de Paris 

Non, si non joindre les documents reçus de la Commission de surendettement 

Non

⑧ Libération des lieux


Les locaux ont-ils été libérés ?


Oui, si oui, à quelle date ? Ne sait pas


Non

⑨ Tentatives de recouvrement de la créance

Une assurance garantie des loyers impayés a-t-elle été souscrite ?

Oui, si oui joindre le contrat  L'assurance a-t-elle versé une indemnisation ?

oui  Si oui, quelle est la période indemnisée par l'assurance ? du/...../20..... au/...../20.....

non, si non, une procédure est-elle en cours devant le tribunal à l'encontre de la compagnie d'assurance ? oui  non

Non

Une saisie arrêt sur salaire a-t-elle été mise en place par le Tribunal d'Instance ?

Oui, si oui joindre les justificatifs 


Si oui, à quelle période d'occupation correspondent les sommes réclamées devant le tribunal d'Instance ? du..... au

Si oui, quelle somme avez-vous pu recouvrer à ce jour ?

Non

⑩ En cas d'indemnisation par l'Etat, renseignements complémentaires relatifs au titulaire du compte bancaire à créditer (3)

Si le titulaire du compte est :

- un particulier, joindre une copie de sa carte d'identité ou de son passeport 

Quels sont les 10 premiers chiffres de son n° de SS ?

- une société ou un avocat, quel est son numéro de SIRET ?

Je soussigné,
agissant en qualité de.....
atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements mentionnés dans la présente demande
d'indemnisation et sollicite une indemnité de (4)euros au
titre du préjudice subi du fait du refus de concours de la force publique pendant la période du (4)
..... au

Fait à

Signature (s) + cachet (éventuellement)

Date

Nota bene : Les formulaires incomplets ne seront pas instruits

Nota bene : Le fait de remplir correctement votre formulaire n'entraîne pas une présomption de la responsabilité de l'Etat.

Attention : Le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.

Est puni des mêmes peines le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète en vue d'obtenir ou de tenter d'obtenir, de faire obtenir ou de tenter de faire obtenir d'une personne publique, d'un organisme de protection sociale ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, une prestation, un paiement ou un avantage indu. (**art 441-6 du Code Pénal**)

Formulaire à retourner à :
Préfecture de Police
Secrétariat Général pour l'Administration
Service des Affaires Juridiques et du
Contentieux
Bureau du Contentieux de la Responsabilité
9 Boulevard du Palais
75195 PARIS Cedex 04



Pièces à fournir

- (1) Facultatif
- (2) A remplir s'il existe plusieurs propriétaires ou occupants. Si le formulaire est insuffisant, veuillez reporter les mentions demandées sur une page annexe
- (3) Cette information constitue une exigence inhérente au fonctionnement de l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat
- (4) A remplir à l'aide du tableau récapitulatif de la dette